

Travaux du Conseil de gouvernement du 09/08/2012



Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi, un projet de décret N 2-12-325 relatif à la définition des conditions et des procédures d'aide à la production cinématographique, la numérisation, la rénovation et la création de salles de cinéma et à l'organisation de festivals de cinéma.

Le Conseil de gouvernement adopte un projet de décret relatif à la définition des conditions et procédures d'aide à la production cinématographique

Ce texte, qui vient en application des dispositions de l'article 24 de la Loi de Finances 2012, stipulant un appui du Fonds de Promotion du Paysage Audiovisuel National à la production cinématographique, la numérisation, la rénovation et la création de salles de cinéma et à l'organisation de festivals de cinéma, a été élaboré en concertation avec les institutions concernées, sur la base des recommandations des instances de la gouvernance ayant travaillé sur le développement du système des subventions publiques, a indiqué M. Mustapha Khalfi, ministre de la Communication porte-parole du gouvernement, lors d'un point de presse à l'issue du Conseil de gouvernement.

Ce décret a pour objectif d'améliorer la qualité de la production cinématographique nationale, d'encourager la liberté de création et l'ouverture sur le monde et la préservation du pluralisme dans toutes ses composantes linguistiques, culturelles, sociales, ainsi que la sauvegarde de la diversité régionale, a-t-il expliqué.

Le texte vise également le développement des structures de l'industrie cinématographique, l'utilisation des technologies numériques, la valorisation des composantes de l'identité marocaine, le renforcement du rayonnement de la culture et de l'Histoire du Maroc, ainsi que l'encouragement de la créativité chez les jeunes talents et la co-production internationale, a ajouté le ministre.

Le projet stipule la création de trois commissions ad-hoc indépendantes ayant pour tâche l'examen et la sélection des œuvres candidates aux subventions, ainsi que la fixation des montants du soutien financier. Les subventions sont accordées selon un programme annuel validé par le conseil d'administration du Centre cinématographique marocain (CCM). Les projets subventionnés feront l'objet d'un audit annuel de l'Inspection générale des finances.

Le Conseil de gouvernement adopte un projet de décret relatif aux académies régionales de l'éducation et de la formation

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi, un projet de décret no 2-12-334 modifiant le décret no 2-00-1016 promulgué le 7 rabiaa II 1422 (29 juin 2001), portant application de la loi no 07-00 relative à la création des académies régionales de l'éducation et de la formation, présenté par le ministre de l'Education nationale, Mohamed El Ouafa.

Le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, a indiqué, dans un point de presse à l'issue de la réunion du Conseil de gouvernement, que ce projet qui s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement pour accroître l'efficacité des établissements de l'enseignement public et en améliorer les services, tend essentiellement à préciser les modalités de l'élection des cadres administratifs et techniques exerçant dans les différents cycles des établissements de l'éducation et de l'enseignement public pour devenir membres au sein des conseils d'administration des académies régionales de l'éducation et de la formation.

Le ministre a ajouté que ce projet vise également à prévoir textuellement l'adoption des dénominations stipulées dans le décret no 2-02-854 promulgué le 10 février 2003 concernant le statut des fonctionnaires du ministère de l'éducation nationale et le décret no 2-02-376 promulgué le 17 juillet 2002 formant statut des établissements de l'éducation et de l'enseignement public.

Intensification des efforts des services de sécurités pour faire face à une criminalité en hausse de 12 pc

Le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi a fait état, jeudi, sur la base des indicateurs de la première moitié de l'année en cours, d'une hausse des interventions réussies des services de sécurité pour faire face à l'augmentation de 12 pc des cas de criminalité, en comparaison avec la même période de 2011.

Lors d'un point de presse tenu jeudi à l'issue du conseil de gouvernement, M. Khalfi a souligné que le taux des interventions couronnées de succès a ainsi atteint 86 pc, précisant que les affaires criminelles sont passées de 256.562 cas en 2011 à 288.788 cas au cours de la même période de l'année 2012.

L'intensification des efforts consentis par les services de sécurité a permis de traiter 294.000 affaires dont 67 pc concernent des délits contre les personnes et les biens ou encore à caractère financiers et économiques, et de déférer 233 000 personnes devant la justice dont 9450 mineurs, a dit le ministre.

Les Cahiers des charges relatifs aux deux sociétés du pôle public audiovisuel seront soumis ultérieurement au conseil de gouvernement pour adoption

Les Cahiers des charges relatifs à la Société Nationale de Radiodiffusion et à la Société SORIAD 2M seront soumis ultérieurement pour adoption en Conseil de gouvernement, a indiqué le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement M. Mustapha Khalfi.

Lors d'un point de presse à l'issue du Conseil tenu jeudi, M. Khalfi a fait savoir que la commission ministérielle en charge de la révision des cahiers des charges de l'audiovisuel public a présenté en Conseil de gouvernement un exposé sur les amendements proposés, qui concernent le renforcement du

pluralisme, de l'ouverture, de la diversité et de l'équilibre et la valorisation des dispositions de la bonne gouvernance , de la transparence, de la qualité et du service public.

Le pari, a-t-il dit, consiste en la promotion de la qualité du service public et de la compétitivité du pôle public et en la consécration de la gouvernance au sein des sociétés nationales opérant dans le secteur audiovisuel. Hormis ce cadre général, il est difficile, a ajouté le ministre d'évoquer les détails relatifs au contenu de ces amendements, lesquels seront rendus publics ultérieurement, après adoption définitive par le gouvernement et notification des cahiers des charges à la Haute autorité de la communication audiovisuelle (HACA), sachant que ces derniers entreront en vigueur après publication au bulletin officiel.

09/08/2012